

P84 5.99
B665 du

Débats des Communes

QUATRIÈME SESSION—NEUVIÈME PARLEMENT

DISCOURS

DE

M. HENRI BOURASSA, M.P.

SUR

LE BUDGET

HF
1765
B6
fs

OTTAWA, MERCREDI, 15 JUIN 1904.

M. HENRI BOURASSA (Labelle) : Ce n'est pas mon intention de répondre à tous les arguments présentés par mon honorable collègue au sujet du budget. Je ne veux pas non plus soulever la question des dépenses et des revenus, ni discuter la façon dont s'y prend le gouvernement pour dépenser les deniers publics.

Depuis que je m'occupe de politique, j'ai constaté que tous les gouvernements dépendent autant que possible, et que toutes les oppositions y trouvent à redire. Je ne veux considérer ce soir que la question du tarif. A mon avis, le budget que le ministère nous a présenté cette année est le plus pratique, le plus lucide, le plus rempli de promesses fécondes que le parlement ait diséuté, depuis le jour où sir John Macdonald proposa l'adoption du programme protectionniste de 1879. Aujourd'hui, comme alors, la pensée dirigeante du ministère est de stimuler le mouvement du commerce et de l'industrie, sans s'occuper des circonstances extérieures, sauf en ce qui rattache notre système économique à ces circonstances. L'honorable député qui m'a précédé et ses collègues de la gauche trouvent à redire à l'exposé budgétaire. Rien de plus naturel; mais si je rappelle ces critiques, ce ne sera que pour en démontrer l' inanité. Ainsi, l'honorable député de Toronto vient de déclarer catégoriquement que le parti conservateur ne calcule pas sa politique économique sur celle des Etats-Unis. Mais le principal organe de l'opposition, dans la province de Québec, nous a présenté, comme programme du parti,

M. KEMP : Ce que j'ai dit, c'est que nous ne nous proposons pas de copier le tarif américain.

M. BOURASSA : Parfaitement

M. KEMP : J'avais cru que l'honorable député avait parlé de copier la politique des Etats-Unis.

M. BOURASSA : Je suis heureux que mon honorable collègue ait répété ce qu'il a dit; car la politique que le "Star," de Montréal, ne cesse de recommander au parti conservateur, c'est de forcer le ministère à inscrire dans nos lois le tarif américain. Bien plus, un ancien membre du gouvernement, l'ex-ministre des Travaux publics (M. Tarte) a donné sa démission, et s'est joint en quelque sorte au parti conservateur, afin d'imposer au gouvernement un tarif analogue à celui des Etats-Unis. Ces messieurs de la gauche ont approuvé l'attitude du député de Sainte-Marie. Ils ont applaudi ses discours et ses articles. Or, depuis quinze mois, il ne s'est guère passé de jour sans que "La Patrie," n'ait fait appel au gouvernement, le sommant d'adopter le tarif américain, afin que nous obtenions les mêmes résultats qu'aux Etats-Unis. Eh bien, je répète que nous sommes prêts à relever le défi de l'opposition et à accepter la lutte sur ce terrain.

On connaît mon opinion sur la question du tarif. Avant même que quelques-uns des ministres et un grand nombre de leurs adhérents se fussent résignés à reconnaître que la protection est nécessaire au Canada, je m'étais déclaré nettement en faveur d'une